

ORDRE DU JOUR

I – Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 05 octobre 2022

II – COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME

042/2022 - Décision modificative n°1

043/2022 - Règlement budgétaire et financier

044/2022 - Admissions en non-valeurs et admissions en créances éteintes

045/2022 - Mise à disposition d'un espace sur la base de loisirs pour l'exploitation de casiers consignés

046/2022 - Tarifs de la base de loisirs de Clarens pour les résidents du centre de vacances de La Taillade

047/2022 - Avis concernant les dérogations du Maire en matière d'ouverture des commerces de détail le dimanche

048/2022 - Décisions prises par délégation

III - COMMISSION TRAVAUX ET URBANISME

049/2022 - Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement d'EAU 47- Exercice 2021

050/2022- Aménagements urbains- Demande de subvention au titre de la DETR- place Jean Jaurès (tranche fonctionnelle 1)

IV - COMMISSION SPORT – LOISIRS – ASSOCIATIONS

051/2022 - Demande de subvention exceptionnelle du cyclo-club casteljalousain

052/2022 - Bail pour la couverture de cours de tennis en panneaux photovoltaïques

053/2022 - Convention de mise à disposition d'un terrain communal pour une attraction estivale, le « Musée éphémère »

V - AFFAIRES GENERALES

054/2022 - Intégration d'une clause de respect des principes de laïcité et de neutralité dans les contrats de la commande publique : approbation de différents avenants

VI – QUESTIONS DIVERSES

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE DU 15 DECEMBRE 2022

Le quinze décembre deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 09 décembre 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO,

Absents ayant donné pouvoir : M. DUCASSE a donné pouvoir à Mme CASTILLO, Mme GIRARD a donné pouvoir à Mme MONTIGNY CAPES, M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme DA COSTA FREITAS, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. GARBAY, Mme OUCHENE a donné pouvoir à Mme ARMELLINI.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN, M. LAJUS

Secrétaire de séance : M. MARQUET

Madame le Maire ouvre la séance à 19 heures et procède à l'appel.

Madame le Maire fait part de la disparition du fils de deux agents municipaux et demande à l'assemblée d'observer une minute de silence.

I – Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 05 octobre 2022

Le procès-verbal est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

II – COMMISSION FINANCES, ECONOMIE, COMMERCE, ARTISANAT, INDUSTRIE ET TOURISME

042/2022 - Décision modificative n°1

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

Madame le Maire propose d'adopter la décision modificative suivante :

BUDGET GENERAL

INVESTISSEMENT

<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
<i>Article (Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
		021 (021) : Virement de la section de fonctionnement	-84 450,00
		28031 (040) : Frais d'études	735,00
		2805 (040) : Concessions & droits similaires, brevets, licences. - 01	430,00
		28121 (040) : Plantations d'arbres et arbustes	225,00
		28152 (040) : Installations de voirie	71 170,00
		281568 (040) : Autre mat et outil d'incendie et de défense civile -	675,00
		28158 (040) : Autres installations, matériel et outillage techniques	2 085,00
		281831 (040) : Matériel informatique scolaire	1 200,00
		281838 (040) : Autre matériel informatique	1 430,00
		28188 (040) : Autres	2 500,00
		4912 (040) : Dépréciation des comptes de redevables (budgétaire)	4 000,00
Total dépenses :	0,00	Total recettes :	0,00

FONCTIONNEMENT

<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chapitre) - Fonction - Opération</i>	<i>Montant</i>
023 (023) : Virement à la section d'investissement	-84 450,00		
611 (011) : Contrats de prestations de services	-6 350,00		
61358 (011) : Autres	-8 000,00		
61358 (011) : Autres	-8 470,00		
6541 (65) : Créances admises en non-valeur	4 400,00		
65748 (65) : Autres personnes de droit privé	16 470,00		
673 (67) : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 950,00		
6811 (042) : Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles & corporelles	80 450,00		
6817 (042) : Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants	4 000,00		
Total dépenses :	0,00	Total recettes :	0,00
Total Dépenses	0,00	Total Recettes	0,00

BUDGET COMPLEXE TOURISTIQUE

FONCTIONNEMENT

<i>Dépenses</i>		<i>Recettes</i>	
<i>Article(Chapitre) - Opération</i>	<i>Montant</i>	<i>Article(Chapitre) - Opération</i>	<i>Montant</i>
6228 (011) : Divers	-200,00		
6541 (65) : Créances admises en non-valeur	200,00		
Total dépenses :	0,00	Total recettes :	0,00
Total Dépenses	0,00	Total Recettes	0,00

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

043/2022 - Règlement budgétaire et financier

Monsieur Marquet explique que le vote du règlement financier et budgétaire est désormais une obligation. L'objectif est d'harmoniser les règles et de les imposer à l'ensemble des services. Il sert également à rendre les budgets accessibles aux élus. Il est bâti sur les grands principes budgétaires. On y trouve également un calendrier de présentation des documents budgétaires et le règlement formalise un certain nombre de procédures. Toutes les demandes de dépenses non prévues devront dans ce cadre faire l'objet d'une demande écrite. Avec l'application de la comptabilité M57, le compte financier unique (CFU) se substituera au compte administratif et au compte de gestion, regroupés dans un seul document.

En conséquence, Madame le Maire propose d'adopter le règlement financier joint en annexe.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

« Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi organique relative aux lois de finances du 1^{er} août 2001 et du décret 2021-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide d'adopter le règlement financier joint en annexe. »

En l'absence de questions, le règlement financier et budgétaire est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

044/2022 - Admissions en non-valeurs et admissions en créances éteintes

Monsieur Marquet donne une synthèse du rapport suivant :

« La commune est saisie par le comptable public d'une demande d'admissions de créances irrécouvrables. Le comptable public a la compétence exclusive de la mise en recouvrement des titres de recettes de la collectivité et il lui appartient d'effectuer toutes les diligences utiles, et le cas échéant, de mettre en œuvre l'ensemble des voies d'exécution forcée autorisées par la loi.

Lorsque l'ensemble des poursuites engagées n'a pas permis de recouvrer les créances détenues par la commune leurs admissions peuvent être proposées.

L'admission a pour effet de décharger le comptable public de son obligation de recouvrer la créance, sans que cette circonstance ne mette fin aux poursuites, ni ne fasse obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur reviendrait à meilleure fortune.

Du point de vue de la collectivité, la procédure d'admission se traduit, pour l'exercice en cours, par une charge budgétaire égale au montant des créances concernées. Cette procédure a ainsi pour objet de constater qu'une recette budgétaire comptabilisée sur un exercice antérieur ne se traduira pas, a priori, par un encaissement en trésorerie. Afin de renforcer l'information relative aux pertes sur créances irrécouvrables, la réglementation, depuis 2012, distingue les demandes d'admission selon qu'elles se rapportent ou non à des créances juridiquement éteintes.

En application de ces dispositions, la catégorie « Admissions en non valeurs » regroupe les créances juridiquement actives, dont le recouvrement est rendu impossible par la situation financière du débiteur. Elle se distingue de « l'admission des créances éteintes », réservée aux créances dont l'extinction a été prononcée par le Tribunal de grande instance dans le cadre d'une procédure de redressement personnel sans liquidation judiciaire (particuliers) ou par le Tribunal de commerce dans le cadre d'une « clôture pour insuffisance d'actif » (professionnels). Ainsi, comptablement, la charge des admissions « créances admises en non valeurs » se constate sur le compte 6541 et la charge des admissions « créances éteintes » s'impute au compte 6542.

Madame le Maire propose d'adopter les admissions de créances proposées en 2022 par le comptable public suivantes :

BUDGET PRINCIPAL :

- les créances éteintes de 2017 à 2019 s'élèvent à 381.78 €
- les admissions en non valeurs 2021 s'élèvent à 2 136.02 €

BUDGET COMPLEXE TOURISTIQUE :

- les admissions en non valeurs 2022 s'élèvent à 275.12 € »

Monsieur Marquet précise que ces sommes correspondent à une trentaine de dossiers.

Le rapport est soumis au vote et adopté à l'unanimité.

045/2022 - Mise à disposition d'un espace sur la base de loisirs pour l'exploitation de casiers consignes

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par la SAS La Loge Gasconne d'une demande d'implantation et d'exploitation de casiers consignes sur la base de loisirs de Clarens.

La Loge Gasconne est une nouvelle société de services liés au tourisme créée à Casteljalous. Elle propose des prestations de conciergerie et autres services aux clientèles touristiques telles que les curistes.

L'offre de casiers consignes permettrait aux usagers de la base de loisirs (baigneurs, sportifs...) de déposer et sécuriser des effets personnels encombrants ou précieux (sac à dos, sacs à main, chaussures, casques, etc.).

Les casiers seraient au nombre de 24. Ils seraient munis d'un système de fermeture à clé avec monnayeur avec pièce gardée de 2 euros. Les 24 casiers assemblés occuperaient une largeur de 120 cm, une profondeur de 40 cm et une hauteur de 210 cm.

Le lieu d'implantation imaginé se situerait au dos du poste de secours de la plage 1.

Il s'agit d'une offre utile et Madame le Maire propose d'y réserver une suite favorable.

Considérant la très faible emprise de l'équipement et son intérêt pour les usagers de la base de loisirs Madame le Maire propose de fixer le loyer annuel à 200 euros HT.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de consentir à la SAS La Loge Gasconne une mise à disposition de parcelle pour l'exploitation de casiers consignes sur la base de loisirs de Clarens, selon les conditions prévues au contrat de mise à disposition joint en annexe,
- d'autoriser madame le Maire à signer ce contrat de mise à disposition. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

046/2022 - Tarifs de la base de loisirs de Clarens pour les résidents du centre de vacances de La Taillade

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par le centre de vacances de La Taillade d'une demande de tarification forfaitaire des entrées à la base de loisirs de Clarens.

Les résidents de La Taillade auraient un accès autorisé à la base de loisirs, sans limite. En contrepartie, le centre s'engage à régler une somme forfaitaire à la commune.

Le centre de vacances s'engagerait à transmettre la liste nominative de ses résidents, afin de pouvoir exercer un contrôle.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande et de fixer le montant forfaitaire à 1000 euros HT par saison estivale.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de prévoir un tarif d'accès à la base de loisirs de Clarens forfaitaire pour les résidents du centre de La Taillade, situé 319 Chemin Vert à Pompogne,
- de fixer ce tarif à 1000 euros HT par saison estivale,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue d'appliquer cette décision. »

Monsieur Marquet explique qu'après examen des décomptes des années précédentes, la fréquentation des résidents du village vacances de La Taillade correspond à un montant légèrement inférieur.

Monsieur Verweire fait observer que cette disposition créera du travail supplémentaire aux agents des guichets.

Madame le Maire réfute cette affirmation car le décompte était déjà fait.

Monsieur Verweire déclare que c'est une vérification qui se fait aux entrées, ce que confirme madame le Maire. Selon lui, les agents d'accueil seront obligés de chercher sur une liste, ce qui implique du travail supplémentaire et donc un retard potentiel au guichet d'entrée, lorsqu'il y a affluence.

Madame le Maire fait remarquer que la commune le fait déjà pour les utilisateurs du lac comme le club de triathlon, parfois les gendarmes et les pompiers.

Monsieur Verweire déclare qu'ils n'ont pas de carte, qu'ils sont juste inscrits sur une liste.

Madame le Maire confirme qu'il s'agit d'une liste avec présentation d'une pièce d'identité. Pour le triathlon, la vérification porte sur un listing.

Monsieur Garbay déclare que cette vérification n'est pas plus longue que le temps d'encaissement normal.

Madame le Maire se fait confirmer par les agents présents que ces institutions fournissent une liste à la commune.

Monsieur Massaly précise que les résidents de La Taillade présentent un ticket du centre. La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

047/2022 - Avis concernant les dérogations du Maire en matière d'ouverture des commerces de détail le dimanche

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a modifié, en l'assouplissant, le régime des exceptions au repos dominical des salariés. Elle autorise le Maire d'une commune à accorder une dérogation au repos dominical dans le commerce de détail jusqu'à 12 dimanches dans l'année, contre cinq auparavant.

La liste de ces dimanches doit être arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante. Par ailleurs, la décision du Maire doit être prise après avis du Conseil municipal.

Madame le Maire propose d'accorder une dérogation pour les dimanches 10 décembre, 17 décembre, 24 décembre et 31 décembre 2023 et de limiter les dérogations à ces quatre seuls dimanches. Les commerces de détail qui le souhaitent pourront donc éventuellement ouvrir ces quatre dimanches en dérogeant au repos dominical de leurs salariés

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article L3132-26 du code du travail,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de donner un avis favorable à la dérogation au repos dominical pour quatre dimanches, à savoir les 10 décembre, 17 décembre, 24 décembre et 31 décembre 2023 pour les commerces de détail suivants :

Commerce d'alimentation générale
Supérettes
Supermarchés
Magasins multi-commerces
Hypermarchés
Grands magasins
Autres commerces de détail en magasin non spécialisé
Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé
Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé
Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé
Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé
Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé
Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé
Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé
Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé
Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé
Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m2)
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m2 et plus)
Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé
Commerce de détail de meubles
Commerce de détail d'autres équipements du foyer
Commerce de détail de livres en magasin spécialisé
Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé
Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé
Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
Commerce de détail de la chaussure
Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage
Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
Commerces de détail d'optique
Commerces de détail de charbons et combustibles
Autres commerces de détail spécialisés divers
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
Commerces de véhicules automobiles »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

048/2022 - Décisions prises par délégation

Monsieur Marquet présente le rapport suivant :

« Conformément à l'article L. 2122-23 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le Maire rend compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoir prévue à l'article L.2122-22 du CGCT et décidée par la délibération du 25 mai 2020.

Marchés publics

- Travaux d'éclairage public au rond-point des pompiers TERRITOIRES D ENERGIE (26/10/22)	60 098 € TTC
- Sol de la crèche Entreprise VMS SARL (17/10/22)	5 940 € TTC
- Remplacement du beffroi de l'église Société LAUMAILLE (30/11/22)	19 839 € TTC
- AMO pour la passation d'un contrat de maintenance et d'exploitation sur les installations de chauffage Bureau SOCONER (Toulouse- 5/12/22)	12 960 € TTC »

Le conseil municipal prend acte de cette information.

III - COMMISSION TRAVAUX ET URBANISME

049/2022 - Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement d'EAU 47- Exercice 2021

Madame le Maire explique que le rapport de présentation de la qualité et du service de l'eau a été soumis aux différents comités du syndicat Eau 47. Elle profite de cette occasion pour remercier messieurs Arzenton et Remaut, qui remplacent monsieur Doucet et elle, lorsqu'il leur est impossible d'être présents.

Elle propose d'adopter la décision suivante :

« Vu la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (dite « Loi Barnier ») et notamment son article 73,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant organisation territoriale de la République (dite Loi NOTRe) et notamment l'article 129,

Vu la loi « engagement et proximité » n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier :

- l'article L.2224-5 relatif à l'établissement et à la présentation à l'assemblée délibérante du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable et d'assainissement destiné notamment à l'information des usagers,
- l'article L.1413-1 relatif à la Commission consultative des services publics locaux,
- les articles D.2224-1 à D.2224-5 relatif à la présentation, au contenu et à la publication du rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'eau potable et d'assainissement,

Vu le décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement,

Vu le transfert des compétences « Eau potable », « Assainissement Collectif » et « Assainissement Non Collectif » par la commune au Syndicat EAU 47,

Vu la délibération du Comité syndical EAU 47 du 22 septembre 2022 approuvant le contenu du rapport annuel 2021,

Considérant que le rapport doit être présenté en Conseil municipal avant le 31 décembre 2022 et être ensuite tenu à la disposition du public,

Après avoir entendu lecture du rapport, le Conseil municipal :

1. Prend connaissance du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement établi par le Syndicat EAU 47 pour l'exercice 2021,
2. Mandate madame le Maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport en le faisant savoir par voie d'affichage dans les 15 jours qui suivent sa présentation. »

L'assemblée prend acte du rapport.

050/2022 - Aménagements urbains- Demande de subvention au titre de la DETR- place Jean Jaurès (tranche fonctionnelle 1)

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La première phase des travaux de réhabilitation du centre-ville concernait la place Gambetta et ses alentours immédiats. Ces travaux sont aujourd'hui achevés.

Madame le Maire désormais d'aborder la deuxième phase des opérations d'aménagements urbains, qui concerne la place Jean Jaurès et ses abords.

Les travaux concernent la requalification de la place. Il est prévu un traitement des surfaces similaire à celui de la place Gambetta, une valorisation de la perspective sur le monument aux Morts et de la perspective sur l'avenue du 8 mai 1945, ainsi qu'une végétalisation.

Le montant global de cette phase s'élève à 1 158 879 euros TTC, hors études et maîtrise d'œuvre et se décompose ainsi :

Désignation	Montant en euros
Commune (tranche fonctionnelle 1) : cœur de la place J Jaurès et rue des Ecoles	556 862
Commune (tranche fonctionnelle 2) : RD 933-RD 655 et paysagement	103 447
Département (voirie)	197 812
Communauté de communes (voirie)	62 987
Erdp (arrêt de bus giration convoi exceptionnel pour l'approvisionnement en pièce de la centrale de Golfech)	44 625
Total HT	965 733
Total TTC	1 158 879

Cette phase de travaux se déroulera en deux tranches fonctionnelles. La première concernera le cœur de la place Jean Jaurès, ainsi que la rue des Ecoles et la deuxième ses abords (RD 933-RD 655) et le paysagement. Le début des travaux est prévu à l'automne 2023.

La part communale des dépenses de la tranche fonctionnelle 1 (cœur de la place Jean Jaurès et rue des Ecoles) se décompose ainsi :

TRANCHE FONCTIONNELLE 1

Désignation	Montant en euros
Installation	3 879
Evacuation eaux pluviales	60 634
Terrassements	25 795
Chaussées structure	123 167
Chaussées finition	313 041
Tranchées techniques	30 346
TOTAL TRAVAUX HT	556 862
TVA 20 %	111 371
TOTAL TRAVAUX ET ETUDE TTC	668 234

Madame le Maire propose de solliciter une subvention au titre de la DETR de 40 %, soit 222 744 euros.

La commune préfinancera la TVA.

Le plan de financement prévisionnel serait alors le suivant :

Dépenses (en euros HT)	Recettes (en euros)
Trav. tranche fonctionnelle 1 place J Jaurès 556 862	Commune 334 118
	Etat (DETR/DSIL)- 40% 222 744
TOTAL 556 862	TOTAL 556 862

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le règlement d'attribution de la DETR,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de solliciter une subvention de l'Etat au titre de la DETR de 40 %, pour la deuxième phase des aménagements urbains concernant la place Jean Jaurès (tranche fonctionnelle 1), dont le montant prévisionnel de travaux incombant à la commune s'élève à 556 862 euros HT,
- d'inscrire au budget primitif les crédits nécessaires,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

Madame le Maire précise qu'à compter de l'année prochaine, la demande de DETR sera complétée par une demande au titre du dispositif départemental appelé « FACIL ». Le calendrier des travaux n'est pas encore déterminé. La commission des travaux va se réunir. La place Jean Jaurès sera requalifiée, tout en restant une zone de stationnement.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

IV - COMMISSION SPORT – LOISIRS – ASSOCIATIONS

051/2022 - Demande de subvention exceptionnelle du cyclo-club casteljalousain

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par le cyclo-club casteljalousain d'une demande de subvention exceptionnelle de 3 000 euros pour l'organisation à Casteljalous du championnat de France de cyclocross prévue les 4 et 5 février 2023.

Cette manifestation réunira 700 participants en provenance de tous les départements de France. Elle se déroulera sur la base de loisirs. La cérémonie d'ouverture aura lieu sous la halle de la mairie le vendredi 3 février. Les remises de prix et clôture auront lieu dans la salle d'animation de La Bartère les samedi 4 février et dimanche 5 février.

La commune apportera en outre un soutien logistique.

La communauté de communes prendra en charge l'achat des vestes des bénévoles et les 700 bonnets offerts aux participants, pour une valeur totale de 4 100 euros.

Considérant l'intérêt sportif et économique d'une compétition de cette ampleur, Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette demande.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'attribuer au cyclo-club casteljalousain une subvention exceptionnelle de 3000 euros pour l'organisation à Casteljalous du championnat de France de cyclo-cross les 4 et 5 février 2023,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

052/2022 - Bail pour la couverture de cours de tennis en panneaux photovoltaïques

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par la société Amarenco France d'une proposition de construction d'une couverture pour les deux cours de tennis en terre battue du stade de Lirac. En contrepartie de la possibilité d'exploiter la production d'électricité solaire, la société propose de prendre en charge la quasi-totalité du coût de l'investissement.

Cette réalisation permettrait d'augmenter l'utilisation des courts de tennis, à l'abri de la pluie, et de préserver la structure des cours en terre battue. Il s'agit donc d'une opportunité de créer un tennis couvert (avec un bardage côté vents dominants), financé par la production d'électricité solaire.

A la suite de cette proposition, et conformément à l'article L.2122-1-4 du code de la propriété publique, la commune a lancé une mesure de publicité d'appel à manifestation d'intérêt.

Les sociétés Avergie et Vertsun ont fait à la suite une proposition concurrente.

Toutefois, il vous est proposé de retenir la proposition de bail emphytéotique administratif de la société Amarenco, dont les principales conditions sont les suivantes :

- Promesse de bail d'une durée de 24 mois pour l'étude de faisabilité technique, juridique et financière et obtention de la convention de raccordement,
- Durée du bail emphytéotique administratif de 30 ans, prorogeable par périodes successives de 10 ans,
- Redevance fixée à 1800 euros, versée en une seule fois à la commune,
- Taxe d'aménagement et taxe foncière à la charge de la commune,
- Entretien des installations à la charge de l'entreprise
- Superficie 1520 m²,
- Evacuation des eaux pluviales par la commune,
- Réalisation d'une tranchée par la commune,
- Le reste (construction, branchement, dépôt autorisation d'urbanisme, etc.) incombant à l'entreprise.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à ce projet et d'adopter la délibération suivante :

Vu l'appel à manifestation d'intérêt lancé par la commune pour la couverture de deux courts de tennis à l'aide de panneaux photovoltaïques,

Considérant l'intérêt de couvrir d'une toiture deux courts de tennis municipaux,

Considérant l'intérêt de contribuer à la production d'électricité solaire,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'autoriser madame le Maire à signer avec la société Amarenco une promesse de bail emphytéotique pour la construction et l'exploitation d'une toiture photovoltaïque couvrant deux courts de tennis en terre battue dans l'enceinte du stade de Lirac,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue d'appliquer cette décision. «

Madame le Maire ajoute que le club de tennis réfléchit à cette couverture depuis deux ans, afin de pouvoir jouer par temps de pluie. Elle remercie messieurs Ducasse, Lafargue, Marquet, Massaly et Henriot, qui ont travaillé sur ce dossier.

Monsieur Lafargue précise que le fait de délibérer ce soir permettra à la société Amarenco de lancer les études de sol, de permis de construire et de faisabilité. Ensuite, la société présentera un projet de bail et le projet pourrait voir le jour fin 2023, début 2024, si les conclusions de l'étude de faisabilité sont conformes aux attentes.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

053/2022 - Convention de mise à disposition d'un terrain communal pour une attraction estivale, le « Musée éphémère »

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La commune a été saisie par les gestionnaires du « Musée éphémère » d'une demande de mise à disposition d'une parcelle communale du 14 juillet au 25 août 2023, pour y accueillir une attraction consacrée aux dinosaures.

Il s'agit d'une attraction qui a débuté il y a deux ans sur une parcelle du domaine privé de la commune située au lieu-dit La Bartère et qui rencontre un succès grandissant.

Cette attraction s'adresse en priorité aux enfants.

Elle occupe sur la parcelle cadastrée section D n°377 une superficie d'environ 1 500 m².

Madame le Maire propose de soutenir ce projet en mettant à disposition ces parcelles pour un prix de location de 1100 euros HT pour la période décrite.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de mettre à disposition des gestionnaires du « Musée éphémère » un espace de 1 500 m² sur la parcelle communale cadastrée section D n°377, afin d'y exploiter une attraction présentant des maquettes de dinosaures,
- de fixer le tarif annuel de location à 1100 euros HT pour la période qui s'étend du 14 juillet au 25 août 2023,
- d'autoriser madame le Maire à signer la convention jointe en annexe. »

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

V - AFFAIRES GENERALES

054/2022 - Intégration d'une clause de respect des principes de laïcité et de neutralité dans les contrats de la commande publique : approbation de différents avenants

Madame le Maire présente le rapport suivant :

« La loi du 24 août 2021 confortant les principes de la République dispose dans son article 1 que les contrats de la commande publique, qui ont pour objet l'exécution d'un service public, doivent comporter des clauses permettant de pouvoir s'assurer de l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Les titulaires de contrats de la commande publique participant à l'exécution d'un service public sont tenus d'appliquer les obligations qui suivent :

- Veiller à ce que ses salariés s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses,
- Veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public respecte ces obligations.

En application de cette règle, il est proposé de passer des avenants aux contrats en cours suivants :

- Délégation de service public du casino,
- Délégation de service public du golf,
- Concession de mobilier urbain

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu la loi du 24 août 2021 confortant les principes de la République,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'approuver les termes des avenants aux contrats de délégation de service public et concession suivants tels qu'annexés à la présente délibération :
 - o Délégation de service public du casino,
 - o Délégation de service public du golf,
 - o Concession de mobilier urbain
- D'autoriser madame le Maire à signer ces avenants et tous actes afférents. »

Madame Costa demande pourquoi ce rapport intervient aujourd'hui et souhaite savoir s'il est justifié par des circonstances particulières.

Madame le Maire répond qu'il s'agit juste de la mise en application d'une nouvelle loi.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

VI – QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Verweire demande la parole et pose une série de questions :

- Il fait part d'un problème d'amiante au moulin de Laulan. Il demande à madame le Maire si elle est au courant. Le chantier est bloqué suite à la découverte d'amiante par l'ARS. Le bardage est tombé et il se trouve au pied de la tour. Il y a également de la laine de verre. Il fait observer que les écoles et le stade ne sont pas très loin.

- Il relève ensuite un problème de bruit au stade de Lirac, au cours de soirées nocturnes.

- Il dénonce également des bruits de mobylettes la nuit en ville.

- Il évoque la dégradation du parvis de l'église suite aux travaux. Il déclare qu'il pense que ce sera réparé dans peu de temps.

Madame le Maire rétorque sur ce point qu'il a donc déjà répondu. C'est réparé.

- Il demande si les gens du voyage qui ont stationné sur La Bartère cet été ont payé leur consommation d'eau, car ils étaient branchés sur une pompe publique. Ils étaient selon lui également branchés sur les lignes électriques de la maison de retraite.

- En ce qui concerne les deux lampadaires au fond du parking du cinéma, il a appris que l'on devait les déplacer plutôt que d'élaguer les arbres.

Il déclare qu'il voulait aussi remercier madame le Maire mais qu'il le ferait à la fin, après les réponses aux questions.

Madame le Maire répond qu'il aurait pu commencer par un point positif en la remerciant.

Monsieur Verweire la remercie pour la voie verte qui s'étend jusqu'à la route de Pindères et aussi pour la visite de la gendarmerie à son domicile le 13 novembre, qui lui a permis d'éclaircir certaines circonstances.

Madame le Maire explique que sur le problème d'amiante au moulin de Laulan, elle n'était pas au courant. Elle pense qu'elle sera vite informée, car en général, sur ce type de problème, le Maire est informé en copie par l'ARS.

Elle demande à monsieur Verweire qu'en raison du grand nombre de questions qu'il pose, il veuille bien respecter à minima le règlement intérieur du Conseil municipal en les présentant par écrit 48 h à l'avance. Il s'agit d'un gain d'efficacité. Elle ne pense pas que monsieur Verweire ait pour but de poser des questions pièges auxquelles on ne pourrait pas répondre le jour J. Ce peut être fait par mail ou en déposant les questions au cours d'un passage en ville.

Madame le Maire reprend en abordant les bruits de mobylettes en ville. Elle explique qu'elle a signalé ces problèmes aux services de la gendarmerie. Il n'y a pas eu d'autres plaintes, hormis celle de monsieur Verweire, réitérée ce soir en Conseil municipal. Il faudrait préciser dans quel secteur se produisent ces nuisances, pour agir plus efficacement. Elle suppose qu'il s'agit de la rue des Mutilés du travail et la rue Maqueboeuf, où habite monsieur Verweire.

S'agissant des gens du voyage qui se sont installés cet été, madame le Maire pense qu'une réponse avait déjà été faite. Le tableau électrique concerné n'est pas du tout celui de la maison de retraite, mais un tableau électrique communal. Cette installation des gens du voyage s'est passée dans de très bonnes conditions. Ils ont restitué le site très propre.

Monsieur Verweire n'est pas d'accord. Le site n'était pas propre, car ils avaient souillé les bords de l'Avance.

Madame le Maire demande à monsieur Verweire s'il est sûr qu'il s'agissait d'eux.

Il répond que ça ne se fait pas lorsqu'ils ne sont pas là.

Madame le Maire rétorque que malheureusement ce genre d'incivilité n'est pas rare et monsieur Verweire avait relevé au dernier Conseil municipal la même chose au niveau du sentier nature. Elle ajoute que le relationnel a été très bon avec cette délégation, ce qui n'est pas forcément toujours le cas. Ils ont également fait un don assez conséquent à une des associations casteljalousaines pour compenser la gêne occasionnée. Le branchement électrique a été fait sur un comptage communal destiné aux arènes.

Pour les lampadaires au cinéma, madame le Maire relaie monsieur Taizou et explique qu'une demande a été transmise au syndicat Territoire d'énergie pour une étude et un chiffrage de leur déplacement. Il est envisagé de les implanter devant les arbres en question.

Monsieur Verweire ajoute que désormais les lampadaires n'éclairent plus que les arbres, et non le sol.

Madame le Maire explique que le problème sera bientôt réglé, car ils seront éteints à 23h30. La coupure sera effective de 23h30 à 5h30.

Monsieur Verweire demande si on ne pourrait pas simplement enlever les ampoules.

Madame le Maire aborde ensuite le bruit au stade de Lirac. Elle demande à monsieur Verweire s'il peut donner les dates auxquelles ces nuisances se sont produites.

Monsieur Verweire répond qu'il n'a pas de dates mais que les soirées se terminent à 3h du matin.

Madame le Maire a été saisie de cette question, lors des matchs qui se déroulent le soir. Elle explique que le spectateur présent ce soir s'est déplacé à la mairie et auprès du club de rugby. A la suite, elle s'est rapprochée du club de rugby. Elle voudrait savoir si depuis son intervention il y a eu une réitération de ces faits. Elle ajoute que depuis deux mois, il n'y a plus de matchs en nocturne. Les matchs n'ont plus lieu que l'après-midi, mais il est possible qu'ils soient suivis de troisièmes mi-temps qui dureraient jusqu'à trois heures du matin. Elle attend des précisions afin de savoir si elle doit intervenir à nouveau.

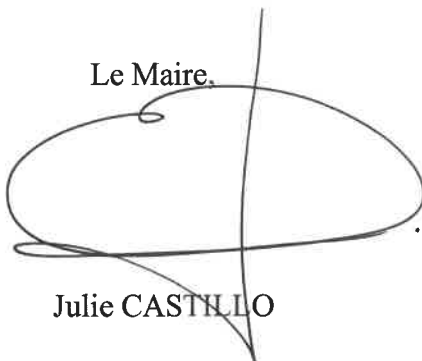
Monsieur Verweire demande à quelle heure officiellement doit s'arrêter le bruit le soir.

Madame le Maire répond qu'il ne s'agit pas d'un bar, mais d'un fonctionnement associatif. Elle demande à monsieur Verweire de communiquer les dates avant le prochain Conseil municipal, pour éviter que le problème perdure, si tel est le cas.

En l'absence d'autres questions, madame le Maire lève la séance. Compte tenu des circonstances qui frappent les services municipaux, elle s'abstient de souhaiter de bonnes fêtes de fin d'année.

Elle lève la séance à 19h54.

Le Maire,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a vertical stroke.

Julie CASTILLO

Le Secrétaire de séance,

A small, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a loop and a horizontal stroke.

Gilbert MARQUET

Mme CASTILLO	M. MARQUET	Mme MONTIGNY- CAPES	M. DOUCET	Mme ARMELLINI
M. LAFARGUE	Mme DA COSTA FREITAS	M. ARZENTON	M.GARBAY	Mme DE BRITO
M. REMAUT	Mme COSTA	M. DUBOUILH	M. PAGA	Mme SAUX
Mme TAUZIN	Mme ESQUERRA	M. VERWEIRE	Mme VENUTO	